

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

20 AU 26 JUIN 1991

N° 833

10,00 F

SALON MILITARO-INDUSTRIEL DU BOURGET

Mort à crédit !

Les marchands d'armes tiennent salon au Bourget depuis quelques jours, et cela jusqu'au dimanche 23 juin. C'est une nouvelle occasion pour le Monde libertaire de dénoncer cette triste réunion.

Le lobby militaro-industriel a la vie dure. En France, il est impossible de s'exprimer librement, au-delà d'une certaine presse, sur les agissements des VRP de la mort. Des politiciens aux généraux, le groupe Poullaille dénonce l'hypocrisie économique qui sous-tend cette politique de la mort programmée.

« Rappelons qu'en 1989, la France était le troisième exportateur d'armes (le premier par tête d'habitants) derrière l'Union soviétique et les Etats-Unis. Ainsi, elle a fourni 28% de son arsenal militaire à l'Irak » *

LES ventes d'armes, ça rapporte, mais ça coûte aussi. Pour évaluer les bénéfices réels des ventes d'armes, il est nécessaire de comparer le montant des exportations du matériel de guerre aux montants des importations indispensables à leurs productions.

Les importations induites représentent l'ensemble des besoins de produits intermédiaires devant être importés (ces importations n'apparaissent pas dans le solde armement). Un exemple : pour produire 1 milliard de francs d'exportation de matériel de guerre il faut importer pour 315 millions de francs de consommations intermédiaires soit 1/3 (pour produire 1 milliard de francs d'exportation de matériel de « paix » il faut en importer pour 271 millions de francs). Ce problème n'est pas exclusif à la France. Les Etats-Unis, grands vainqueurs économiques de la guerre contre l'Irak, sont de plus en plus dépendants de la technologie nipponne pour la fabrication de l'ensemble des composants électroniques (indispensables à tout armement moderne).

Les compensations sont le deuxième élément important à prendre en compte dans le calcul du solde de la balance des armements. Elles représentent les conditions de ventes accordées par la France à ses acheteurs. Elles sont multiples :

- transfert au pays acheteur d'une partie de la charge de travail : fourniture de composants, production d'une partie, sous-traitances, transfert des opérations de contrôle et de maintenance. Ce transfert peut se transformer en une fabrication sous licence dans le pays importateur ;
- achats en retour au pays client de matériels autres que ceux qui sont nécessaires à la fabrication du produit ;
- hausse des prix limitée quel que soit le taux d'inflation ;
- paiement en monnaie du pays acheteur ;

- crédits accordés à l'acheteur (jusqu'à 185% du montant du contrat).

Ces compensations représentent couramment plus de 50% du montant des contrats de vente. Pour les acheteurs, le but de ces compensations est de diminuer les sorties de devises et d'opérer des transferts de technologies.

- Singapour achètera des avions militaires néerlandais plutôt que des avions (suite p. 3)



Opération Salamandre, le 13 août 1990 : Hélicoptère Gazelle du 5^e RHC de Pau. © Tschaeen/Sipa

EDITORIAL

Le réformateur Boris Eltsine, élu dans un fauteuil président de Russie et Leningrad redevenant Saint-Petersbourg, les nouvelles venant d'URSS tombent comme autant de sentences pour les derniers tenants de l'orthodoxie marxiste-léniniste. Balayée, la révolution russe et, par là même, tous ses symboles. Ceux qui, place du Colonel-Fabien, veulent ignorer encore les bouleversements survenus à l'Est ont du souci à se faire pour leur avenir.

L'affaiblissement du PCF pose le problème de la reconversion de ses apparatchicks qui œuvrent depuis trop longtemps dans les hautes sphères du Parti. Guère facile de se reconverter, de devoir rentrer dans le rang des travailleurs. Ce qui est un comble pour une organisation qui se prétend issue de la classe ouvrière. Cadres politiques et employés du Parti découvrent des temps d'adversité jusqu'alors inconnus pour eux. Certains, qui ne jureraient que par lui, pourraient-ils encore prétendre trouver quelques bienfaits à la bureaucratie, lorsqu'ils se retrouveront sur le carreau ? Certes, une reconversion à l'italienne est toujours possible, encore faudrait-il que Georges Marchais veuille céder la place à un Fiterman avant la débacle finale. Ah, bureaucratie quand tu nous tiens ! On le leur avait pourtant bien dit en... 1917 !

BANLIEUES

Le pavé dans la mare

La presse fait ses choux gras de la banlieue. Vrai et faux se confondent en un savant dosage tenant de la désinformation et de l'occultation de bien des problèmes sociaux, coiffés du bonnet d'âne de la délinquance juvénile. Tout un débat reste à faire...

LORSQUE l'on touche vraiment le fond, il est toujours difficile de le croire. C'est ce qui arrive actuellement à nos gouvernants « socialistes » à propos des problèmes liés aux banlieues. Ne voulant pas avouer son impuissance en matière de politique sociale, le gouvernement d'Edith Cresson, après celui de Michel Rocard en son temps, croit bon, par presse interposée, d'agiter le chiffon rouge de la subversion.

Après nous avoir baigné avec la mort accidentelle d'Aïssa Ilich, voilà que l'on découvre au travers du quotidien le Monde du dimanche 9 juin, un témoignage accablant émis par un CRS sur le déroulement de l'arrestation d'Aïssa. Ce dernier aurait été rien moins que sévèrement tabassé à l'aide d'une matraque et d'un manche de pioche par deux gardiens de la paix du commissariat de Mantes-la-Jolie. Scandale dans le Landernau policier ! Toujours est-il que la mort à la suite de complications

médicales n'est plus tout à fait à l'ordre du jour !

A propos du drame du samedi 8 au dimanche 9 juin, voilà que la presse, après avoir raconté en long et en large combien Youssef Khaïf était un délinquant - comme si l'on voulait justifier sa mort - nous donne, là encore, d'autres précisions quelques jours après. Ainsi, le quotidien Libération, daté du 12, nous

« Après nous avoir baigné avec la mort accidentelle d'Aïssa Ilich, voilà que l'on découvre au travers du quotidien le Monde [...] un témoignage accablant émis par un CRS... »

indique qu'il était le porte-parole des jeunes de sa cité, qu'il avait eu maille à partir avec les autorités municipales dont il contestait la politique culturelle. Pour clore son propos, Libération ajoute que Youssef Khaïf n'était « inscrit nulle part, mais dans la mouvance de Résistance des banlieues - que les auditeurs de Radio-Libertaire connaissent bien - constellation d'associations autonomes, nées des cités, et qui ne font pas de cadeaux aux autorités ». Après cela, comment accorder quelque crédit à l'inconséquent Paul Picard, le maire socialiste de

(suite p. 3)

COMMUNIQUE

La banlieue nique la galère

La seule intégration sociale proposée à toute une jeunesse de banlieue va du « stage-parking » basement rémunéré à un travail royalement payé au SMIC. Elle n'entrevoit qu'une survie peu séduisante lui interdisant l'accès au bien-être social.

Révolte, avez-vous dit ? Pillage ? Drogue, prostitution, délinquance ? Comment s'en étonner ? L'Etat n'a qu'une réponse : l'envoi d'escadrons de CRS là où son autorité est bafouée.

La seule perspective viable consiste à développer les activités sociales et productives à travers un réseau de coopératives et d'associations. C'est à cette condition que les banlieues-dortoirs deviendront des lieux de vie, de dialogue, d'entraide et de lutte.

Fédération anarchiste
Paris, le 12/06/1990

POUR LEURS 25 ANS...
MANIFESTATION CONTRE LES ESSAIS
NUCLEAIRES EN POLYNESIE
Paris
samedi 29 juin, 14 h 30
(rendez-vous : M^e Port-Royal)

A l'initiative de SOS-Tahiti, 19, cité Dupont, 75011 Paris

T 2137 - 833 - 10.00 F



F°P. 2520

La confirmation fasciste

Le virage du Golfe

LE Front national de Jean-Marie Le Pen s'affirme de plus en plus comme un mouvement fasciste au sens strict. Indéniablement, le passé de ses dirigeants et ses diverses filiations historiques permettaient déjà de répondre par l'affirmative. Certes, l'adoption de l'ultra-libéralisme façon Thatcher ou Reagan allait à l'encontre des principes mêmes d'un fascisme qui revendiquait la participation accrue de l'Etat dans la gestion économique. Mais des déclarations de Le Pen lors de la guerre du Golfe viennent de montrer que le FN s'inscrit sans faiblir et sans craindre les risques de désaveux électoraux dans la tradition politique de l'extrême droite.

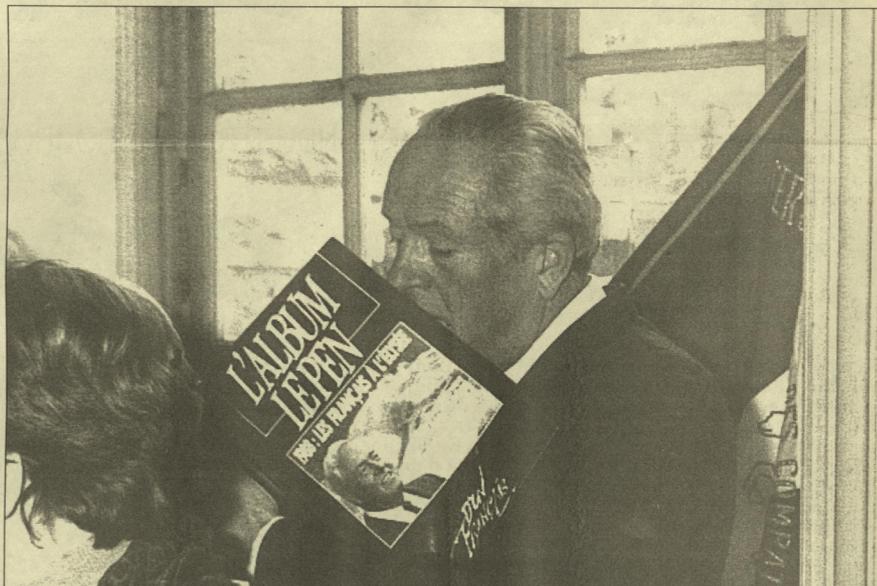
Le Front national n'a pas hésité à s'opposer à la guerre du Golfe. Déjà, dans les années trente, l'extrême droite française défendait une ligne pacifiste et certains dirigeants de la gauche, comme le radical Gaston Bergery, le socialiste Marcel Déat et le communiste Jacques Doriot, se sont ralliés au fascisme au nom même du refus de la guerre (1). Il s'agissait selon eux de rénover la nation en rassemblant le peuple sur la base d'un rassemblement anti-guerre, de se concilier l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie sur la base d'une critique du traité de Versailles et du droit des peuples à se doter d'une armée, position qui conduisit tout naturellement à la collaboration. Ce pacifisme, comme celui du Front national, n'est pas intégral, ni absolu. Il n'est conçu que comme un moyen, un instrument pour sauve-

garder la valeur fondamentale du fascisme, la nation. L'intelligentsia et la gauche française eurent beau s'étonner que Le Pen se fasse brusquement le défenseur des Arabes, il n'empêche que la position du Front national reste cohérente : défense de la nation, ou du moins celle qui est jugée comme authentique, sur la base du « chacun chez soi ». Ce soutien est d'autant facile si la-dite nation se couple d'un Etat totalitaire, comme c'est le cas du régime de Saddam Hussein. Rappelons aussi

« On se souvient que le Front national n'a pas hésité à s'opposer à la guerre. Déjà, dans les années trente, l'extrême droite française défendait une ligne pacifiste... »

que le parti Baas fut en contact avec les puissances de l'Axe au début de son histoire. Sachant que la grande masse des Français n'était pas dupe des enjeux de la guerre du Golfe, Le Pen jouait finalement sur du velours en dépassant les réticences cocardières ou anti-irakiennes.

Au-delà, ce soutien des Etats-nations arabes est un bon calcul. Le FN candidat au pouvoir peut se poser en interlocuteur valable et respectable des pays du Maghreb et du Moyen-Orient ; les négociations sur l'immigration pourront se poursuivre, mais de façon plus radicale, d'Etat à Etat, Le Pen s'occupant de l'Europe en laissant aux autres intégristes - ceux de l'Islam - leur sphère



Le Pen, ce drôle de pacifiste. © F. Guillot/AFP

d'origine. L'alignement quasi tiers-mondiste du FN permet également de ressusciter les vieux thèmes de l'extrême droite : l'anti-soviétisme, bien sûr, ce qui explique que les forces fascistes n'ont jamais défilé avec les autres pacifistes, mais aussi l'anti-américanisme. On vit ainsi circuler des tracts étonnants, où le FN affirmait qu'il ne s'agissait pas d'une guerre des Occidentaux contre les Arabes, encore moins des chrétiens contre les musulmans, mais d'une guerre au profit de l'impérialisme américain ! Le FN renoue discrètement, mais efficacement, avec le courant anti-capitaliste incarné par la critique anti-yankee, qui fit aussi le succès du fascisme dans les années vingt et trente.

Ce virage est dangereux. Il faut bien comprendre que la xénophobie et le racisme qui constituent le fonds de commerce de l'électorat lepéniste n'est qu'un facteur parmi tant d'autres, secondaire peut-être, de ce que représente réellement le développement de l'extrême droite en France comme en Europe. L'abandon de l'interventionnisme étatique et l'adoption de l'ultra-libéralisme comme programme économique doivent attirer notre attention. Le FN, comme ses prédécesseurs, est un mouvement extrémiste par essence, catalysant de manière radicale les nouvelles tendances du système capitaliste, en l'occurrence un libéralisme exacerbé qui remet en cause les acquis sociaux du syndicalisme et cherche à cantonner l'Etat à son rôle de gendarme social, culturel,

moral. C'est un mouvement d'ultras, d'ultra-droite.

Le FN traduit les mutations et les déracinements d'une population livrée à la crise, que ce soit celle de la petite-bourgeoisie mal remise de la victoire social-démocrate, ou des salariés effrayés par la menace du chômage. Il symbolise aussi le

« Le FN, comme ses prédécesseurs, est un mouvement extrémiste par essence, catalysant de manière radicale les nouvelles tendances du système capitaliste... »

recours politique possible d'une bourgeoisie au cas où le serrage de vis social-démocrate susciterait des réactions pré-révolutionnaires. De même que le FN lui-même est un fourre-tout idéologique où se côtoient les intégristes catholiques et les néo-païens de la nouvelle droite, les nostalgiques du planisme et les zéloteurs néo-poujadistes du « moins d'impôts », les commandos activistes et les candidats aux élections, les partisans d'une fascisation de la droite traditionnelle et les tenants d'une autonomie résolue ; de même l'électorat lepéniste confond des tendances sociales multiples dans un monde où la peste émotionnelle du fascisme s'est réfugiée dans les stades de football, où la méritocratie est érigée au rang de valeur cardinale, où la hiérarchie devient, plus que jamais, la valeur dominante.

Pour l'instant, la mayonnaise fasciste n'a pas encore vraiment pris. Mais gare ! Le fascisme, tout comme l'écologisme et à l'exception de l'anarchisme, sont les seuls mouvements politiques à présenter une vision globale et forte de la société. Cela consolide ses chances dans une société, qui est justement en proie à

l'atomisation, à l'émiettement et à l'éclatement. Peu importe les moyens à l'extrême droite, elle peut faire jouer la xénophobie d'un côté pour renforcer l'identification, et le regroupement de l'autre ; elle peut stimuler la dynamique des masses tout en glorifiant le sur-homme de l'individu, bref elle excelle dans l'amalgame du rationnel et de l'irrationnel. Ce n'est bien évidemment pas en pratiquant la surenchère émotionnelle, comme le faisaient les partisans surréalistes du « sur-fascisme » ou les « frontistes », les « néo-socialistes » et autres « doriotistes », qui s'étaient constitués en front explicitement anti-fasciste dans les années trente avant de sombrer bel et bien dans le fascisme, mais c'est en faisant éclater les contradictions politiques de l'extrême droite sur le terrain social que réside une chance de contrer la peste brune.

Philippe Pelletier

(1) Burrin Philippe, *La dérive fasciste - Doriot, Déat, Bergery - 1933-1945*. UH, Seuil, 1986, 536 p.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication : André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers

Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

(suite de la...)

fabriqués p...
compensat...
par Singap...
- « Pékin...
de quatre...
céréales co...
nier cri...
L'Etat, a...
accorde au...
entreprises...
En prena...
il est possi...
ments pour...

Exportati...
Importati...
Solde...
Compens...
Solde...
Aide à l'e...
Solde...
* Montan...
aides aux e...
1986...
On est tr...
seuls aptes...
ciale frança...
D'après n...
tion en série...

B

(suite de la...)

à dément...
Monde. Ma...
prend soin...
des inform...
RTL indiqu...
[interpell...
l'aurait e...
fournis po...
appartenan...
griste. Deu...
un groupe...
fiché, écou...
taît la stat...
enquêteurs...
Comme...
fusent. Lo...
mettre en...
dont sont...
l'incurie...
s'emploien...
designant...
vindicte po...
délinquant...
gristes sou...
mises en a...
la-Jolie, de...
sive à l'UR...
(USC), un...
marqué à...
Pandraud...
réconforté...
ainsi la lu...
on un jour...
organisati...
Police », ...
quelques f...
nat du mil...
Goldman...
Brésil, les...
blées par l...
défense et...
adeptes d'...
leur bon d...
cer de sini...
serait pas...
la tête à ch...
sortir au tr...
entendue...

Souscription

Les Editions du Monde Libertaire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

- *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*. René Berthier. Prix de souscription : 90 francs. Parution en juin-juillet 1991 ;

- *Ecrits sur le fascisme (dont La Contre-révolution préventive)*. Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 francs. Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

Mort à crédit !

(suite de la « une »)

fabriqués par les usines Dassault. L'offre de compensation est l'assemblage du matériel par Singapour.

- « Pékin à la rescousse de Moscou ». Plus de quatre milliards de crédits à l'achat de céréales contre des avions de chasse dernier cri.

L'Etat, avec sa bienveillance naturelle, accorde aussi des aides à l'exportation aux entreprises d'armement.

En prenant en compte ces trois éléments, il est possible d'établir la balance des armements pour l'année 1986 (1).

	Milliards
Exportations	38,3
Importations induites	12,1
Solde	26,2
Compensations	13,0
Solde	13,2
Aide à l'exportation	10,0*
Solde	3

* Montant proportionnel à la totalité des aides aux exportations civiles ou militaires de 1986.

On est très loin des montants miraculeux, seuls aptes à redresser la balance commerciale française.

D'après nos chers gouvernants, la production en série, donc la commercialisation, per-

met de diminuer la facture de l'Etat pour sa propre consommation. Faux :

- il ne faut pas confondre augmentation du bénéfice des sociétés privées et baisse du prix des matériels pour le contribuable ;

- la plupart du temps, les achats de l'Etat s'effectuent au début de la production et les effets de série (l'augmentation de la production permet de diminuer les coûts), lorsqu'ils se produisent, apparaissent bien plus tard ;

- l'armement acheté par l'Etat ne correspond pas toujours aux besoins de l'exportation (qu'ils étaient beaux nos militaires kakis dans ce vaste désert de sable jaune). Il est nécessaire d'adapter la production aux besoins d'éventuels acheteurs et il n'est plus possible de parler d'effet de série et de baisse des coûts de production.

L'effet est parfois inverse ; écoutez un de nos grands militaires, le vice-amiral Hervé Le Pichon, dans un colloque international sur le désarmement et la sécurité en Europe : « Alimentées par des budgets gigantesques, sans grandes retombées économiques réelles sur la vie quotidienne, les industries de l'armement ont leur finalité propre, qui n'a parfois que peu de rapport avec l'intérêt militaire des matériels qu'elles fabriquent ».

Oui, la production de matériel de guerre nécessite des salariés - ils sont 260 000.

L'exportation représente 20% de la production nationale, soit le travail de 52 000 salariés. De nombreuses solutions sont possibles. La société Lucas, en Grande-Bretagne, a réussi sa reconversion civile il y a quelques années. L'Aérospatiale, en France, a réalisé plus de 50% de son chiffre d'affaire dans le civil.

A quoi sert le crime ?

Mais alors, à quoi sert le crime ? A détourner des fonds publics à des fins privées. Car, si l'Etat aide l'exportation, le contribuable participe aussi à la recherche et à l'étude des produits ; mais surtout, l'Etat, par l'intermédiaire de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), limite les risques encourus par les entreprises privées. La COFACE fonctionne comme une société d'assurance traditionnelle, elle garantit à l'entreprise le paiement de ses ventes, au plus tard six mois après l'expiration du délai de règlement. Si l'acheteur ne règle pas, le contrat est déclaré comme un « sinistre ». Les ressources de la COFACE sont : les primes d'assurances et les sommes récupérées auprès des acheteurs et ses dépenses sont les indemnités payées aux vendeurs.

Si le solde est négatif, l'Etat comble le déficit, en empruntant éventuellement auprès de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE). On transforme ainsi une dette privée en une dette publique (ce qui est constant depuis 1986). M. Dassault l'a bien compris, lorsqu'en 1986 il critiqua vertement le gouvernement français de ne pas avoir pris en compte la demande du roi d'Arabie Séoudite pour l'achat de Mirages 2000 (le marché s'est conclu au profit du Tornado, vendu par la RFA, l'Italie et le Royaume-Uni). M. Dassault était sûr de rentrer dans ses frais, de faire des bénéfices, pas l'Etat français.

Quant à la moralisation, elle reste un mythe. Jusqu'à présent, il avait suffi de se pincer les narines pour ne pas sentir la couleur de l'argent. Saddam Hussein peut continuer à siffler sous sa douche, il peut toujours s'approvisionner auprès d'un pays tiers pas trop regardant, style Afrique du Sud via Israël ou le Brésil, pour remplir son coffre à jouets.

Les Etats producteurs ne semblent vouloir vendre qu'à des démocraties lisses et poli-

Groupe Henry-Poullaille de Saint-Denis

(*) Andrée Michel, « Femmes et Sociétés », n° 99-100, L'Homme et la société, L'Harmattan.

N.B. : lire également dans le Monde libertaire n° 826 « Le Complexe militaro-industriel : lobby de la mort programmée », par Andrée Michel.

(1) Les ventes d'armes, Jean-Paul Hébert, préface d'Alain Joxe, Coll. Alternatives Economiques, Syros Alternative, février 1988.

COMMUNIQUE

Vraies factures pour les semeurs de mort

La guerre du Golfe menée par les Etats occidentaux contre l'Irak était aussi une véritable opération publicitaire de ces pays marchands d'armes à l'attention de leurs « alliés » du tiers monde. Des centaines de milliers de personnes sont mortes durant cette guerre inégale, et des millions d'entre elles ont été déplacées. Actuellement, l'armée irakienne continue de massacrer des civils au sud du pays, avec l'armement moderne offert en partie par l'Etat français.

Les guerres atroces, les déplacements incessants et massifs des populations, les répressions étatiques féroces, sont en grande partie le résultat du commerce des armes, assorti de prêts financiers préférentiels. Les coupables de ces forfaits commerciaux destructeurs se pavent aujourd'hui au salon du Bourget, tandis que les jeunes, tel François Wagnies, qui refusent de subir l'endoctrinement meurtrier de l'armée française, sont arrêtés et condamnés à la prison.

Devant ce scandale, la Fédération anarchiste exige l'arrêt des poursuites contre tous les insumes et objecteurs, et le jugement des vendeurs d'armes de destruction massive pour crimes contre l'humanité.

Fédération anarchiste
Paris, le 14/06/1991

Banlieues : le pavé dans la mare

(suite de la « une »)

a démenti ces allégations, précise le Monde. Malgré cela, le quotidien du soir prend soin d'ajouter que « Mercredi matin, des informations diffusées sur les ondes de RTL indiquaient que les trois jeunes gens [interpellés après le rodéo sanglant, l'auraient été] grâce à des renseignements fournis par les RG et indiquant leur appartenance à un réseau islamiste intégriste. Deux d'entre eux "appartiennent à un groupe qui était connu, répertorié, fiché, écouté, surveillé par les RG", ajoutait la station périphérique. » ; ce que les enquêteurs démentent aussi.

Comme on le constate, les bruits fusent. Loin d'apaiser les tensions et de mettre en évidence les carences sociales dont sont victimes les banlieues et l'incurie du gouvernement, certains s'emploient à jeter de l'huile sur le feu en désignant une foule de responsables à la vindicte populaire. Pêle-mêle, les termes délinquants, gauchistes libertaires, intégristes sont utilisés. Les cibles sont mises en avant. Les policiers de Mantes-la-Jolie, dont on connaît l'adhésion massive à l'Union des syndicats catégoriels (USC), un syndicat policier nettement marqué à droite - celle, musclée, des Pandraud et autres Pasqua -, se verront réconfortés dans leur certitude de mener ainsi la lutte contre la chienlit. Verra-t-on un jour renaître la tristement célèbre organisation occulte « Honneur de la Police », qui s'illustra naguère par quelques faits sanglants, dont l'assassinat du militant d'extrême gauche Pierre Goldman ? Dans un pays comme le Brésil, les carences de l'Etat ont été comblées par l'instauration de ligues d'auto-défense et de brigades de la mort. Les adeptes d'un ordre rigoureux, sûrs de leur bon droit, peuvent toujours se bercer de sinistres illusions. « Pour moi ce serait pas de jugement. Une balle dans la tête à chacun sinon ils vont encore s'en sortir au tribunal. » ; cette phrase on l'a entendue à Mantes, le mardi 11 juin,

lors de la cérémonie en hommage à Marie-Christine Baillet. La répression n'est pas une solution. Les morts n'effaceront pas les disparités sociales qui existent. Quoi qu'en dise le maire socialiste de Mantes, le problème ne se situe pas au niveau du délit de droit commun.

« Les morts n'effaceront pas les disparités sociales qui existent. Quoi qu'en dise le maire socialiste de Mantes, le problème ne se situe pas au niveau du délit de droit commun. »

Le mal-vivre, que l'on souhaite tant occulter dans cette affaire, demeure la cause principale de ce que l'on nomme un peu vite la « délinquance ». Et puisque certains ont besoin que les points sur les « i » soient mis, on pourrait faire observer aux bonnes âmes légalistes que les drames de la banlieue n'affectent pas les communes de Saint-Germain-en-Laye, Neuilly-sur-Seine, Versailles, etc. Ce ne sont pas là les fils de bourgeois, élèves BCBG, nés du bon côté de la barrière sociale qui s'insurgent, crient leur mal-vivre en cassant des vitrines et en se cognant aux flics. Ce sont des jeunes souvent en situation d'échec scolaire, fils d'immigrés pour un certain nombre, cloués au fond de ZUP-taudis en des communes défavorisées, sans moyen de se divertir, sans possibilité de travailler, sans moyen de locomotion pour s'échapper du cadre quotidien, sans possibilité d'accéder à une pleine consommation. Il peut sembler idiot de le rappeler ici, mais à longueur d'infos médiatiques ce fait est si souvent occulté que l'on finit par se demander si l'opinion publique, échappant au ghetto, sait encore ce que des situations explosives peuvent traduire comme sinistre réalité quotidienne en certains endroits si peu éloignés des phares de la capitale.

Dernier rempart d'un pouvoir totalement incompétent, la police essuie les plâtres. Provinciaux pour la plupart, les policiers de base se trouvent propulsés en des univers qui leurs sont étrangers. Et là, il n'ont d'autres moyens que de se démerder. Encore une fois, pendant que les gros grenouillent sous les lambris, le monde des obscurs et des sans-grades se déchire et agonise, sacrifié sur l'autel des profits. Car, ne l'oublions pas, les cités-champignons ont permis à quelques promoteurs et élus de s'octroyer de véritables pactoles. Le tout-béton ça rapporte toujours plus que des champs de pommes de terre. Mais le social, ces messieurs n'en n'ont cure. Seuls les dividendes comptent. Et pour conserver leur mainmise sur le devenir des petits, les gros requins de la politique et de la finance n'ont rien trouvé de mieux qu'envoyer des forces policières supplémentaires dans les quartiers chauds : deux compagnies de CRS, puis quatre, et enfin six. Cinquante ne suffiraient pas à calmer le jeu ! A plus ou moins long terme, on peut penser que la violence se développera bien plus qu'à son stade d'aujourd'hui. Il y a encore de la marge entre les favellas de Rio et Mantes-la-Jolie... entre la jacquerie que l'on connaît et la révolution sociale, même si certains s'accordent à voir en ces troubles la lueur d'une révolution naissante.

Dans l'immédiat, la seule mesure capable d'apaiser les esprits serait de retirer les cow-boys des commissariats et de laisser les gens gérer leur quotidien, sans le concours d'autorités qui n'ont, justement, plus la moindre autorité, et dont la vue entraîne des phénomènes de rejet (par exemple, au soir du 8 juin, lors du concert de SOS-Racisme, des loulous de banlieue s'en sont pris, à un moment donné, au service d'ordre, SOS-Racisme a demandé aux forces de l'ordre de ne pas intervenir ; cela a eu pour effet de calmer le jeu et d'empêcher une bagarre générale).

Tant que les habitants des cités ne se sentiront pas maîtres de leur destinée, tant que la jeunesse sera livrée à elle-même sans possibilité de se réaliser autrement que dans l'exercice d'une certaine violence, il est bien évident que les problèmes demeureront. Près de trois millions de chômeurs, officiellement reconnus, ne contribuent évidemment pas à faire espérer en des améliorations. Pourtant, la situation ne peut durer. La guérilla urbaine larvée, cette jacquerie que l'on connaît, ne peut qu'entraîner le développement du cycle provocation-répression. Un cycle infernal !

Les mesures proposées, du style organiser des rencontres sportives entre jeunes et policiers, créer des corps auxiliaires de police avec de jeunes immigrés, ou encore expédier 4 000 jeunes, sous l'égide du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), en milieu rural en vue de participer aux moissons, sont autant d'initiatives conçues à la va vite par un pouvoir débordé. Il est douteux qu'elles parviennent à résoudre

« Il y a d'un côté les bons immigrés, ceux qui ont réussi dans la vie française, c'est le cas de M. Kofi Yamgnane [...]. Puis il y a les autres, les "asociaux", ceux qui ne "veulent pas s'intégrer"... »

quoique ce soit. Il arrivera bien un jour où les sociaux-démocrates se verront confrontés à une déflagration généralisée. Le recours, alors, à des attitudes extrême-droitières sera-t-il de mise ? L'Histoire est pleine d'enseignements à ce propos. On a assez vu quelle attitude a été celle des socialistes durant la IV^e République. Les Jules Moch, les Guy Mollet et autres François Mitterrand n'ont guère été tendres avec les salariés grévistes ou les Algériens, lors de la guerre d'Algérie. La police, toutes ten-

dances confondues, a défilé ces derniers jours pour protester contre les violences. Coïncidence, Le Pen, attirant le feu, a invité ses troupes à faire de même, en vue de protester contre la « délinquance étrangère ». Belle union sacrée police-politiciens, d'une part, et extrême droite-gauche d'autre part, quand on sait que même les syndicats CFDT-Police et CGT-Police sont de la partie.

En vérité, on est en train de développer une psychose autour du problème de l'immigration. Cent mille étrangers sont en passe d'être expulsés. Le gouvernement, récemment, a été mis en échec sur le sujet par un mouvement d'opinion ; qu'à cela ne tienne, encore quelques belles orchestrations autour du malaise des banlieues et le problème sera résolu.

Il y a d'un côté les bons immigrés, ceux qui ont réussi dans la vie française. Ceux-là sont mis en exergue, c'est le cas de M. Kofi Yamgnane, notre nouveau secrétaire d'Etat à l'Intégration. Puis il y a les autres, les « asociaux », ceux qui « ne veulent pas s'intégrer », comme d'aucuns le prétendent si souvent. A l'heure de 1992, les signataires des accords de Schengen nous préparent une « belle » Europe, à l'image de l'Amérique de l'après Première Guerre mondiale, où, pour stopper l'immigration, les Américains s'employèrent à briser les communautés immigrées sous couvert de lutte contre les partisans de la révolution bolchevique, et, par là même, brisèrent la gauche américaine.

Nos camarades Sacco et Vanzetti, exécutés en 1927 sur la chaise électrique pour un crime qu'ils n'avaient pas commis, ne furent rien moins que les victimes de cette politique réactionnaire anti-immigrés d'une Amérique conservatrice.

En France, Aïssa Ichih et Youssef Khaïf sont, à leur manière, ces Sacco et Vanzetti perdus à jamais.

Claude Nepper

ETHIOPIE

Au bout du tunnel ?

UNE guerre de trente années vient de prendre fin en Ethiopie. L'armée éthiopienne, pourtant bien équipée en moyens logistiques, tels que des avions, de l'artillerie lourde, des chars d'assaut, s'est effondrée comme un château de cartes devant une guérilla d'hommes, de femmes et d'enfants en sandales, armés de fusils. Guérilla menée, pour l'essentiel, par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), organisation maoïste pro-albanaise. Comment ne pas penser à l'entrée des Khmers rouges à Phnom Penh en 1975 ? Pourtant, la comparaison est absurde, malgré la déroute d'une armée en fait composée d'adolescents peu motivés, car enrôlés de force, la lassitude de la population, la corruption et la bureaucratie, rappelant le régime de Lon Nol.

D'après les témoins directs, le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Ethiopien (FDRPE), émanation du FPLT, qui rassemble Tigréens, Erythréens, Oromos et quelques Ahmaras, le comportement des rebelles a été empreint d'un rare sang-froid. Les centaines de morts sont en fait le résultat du terrorisme aveugle d'anciens militaires de Mengistu, qui ont fait exploser des dépôts de munitions au sein des quartiers populaires. Les quelques tués durant les manifestations auraient été abattus en tentant de prendre d'assaut, armes à la main, le palais présidentiel, occupé par les Tigréens. Des scènes surréalistes se sont déroulées à Addis-Abéba durant ces troubles ; de jeunes guérilleros tigréens ont laissé tomber sous les balles leurs camarades sans broncher ! Cette discipline contraste

avec l'attitude des jeunes Khmers rouges, livrés à eux-mêmes, qui ont accompli le génocide du Cambodge. En ce qui concerne les changements de régimes en Afrique, on se souvient des récentes boucheries de Monrovia (Libéria) et de Mogadiscio (Somalie). Une explication partielle peut être donnée par la pression des Etats-Unis, qui sont depuis longtemps en contact avec le FPLT. Alliance contre nature ? Certes. Mais les Etats-Unis se sont alliés à la Chine et, en 1982, ont forcé les nationa-

« Les famines ont été maintenues artificiellement dans ces zones pour priver les guérillas d'appuis. La chasse aux jeunes pour l'enrôlement a définitivement traumatisé l'ensemble du pays. »

listes cambodgiens à constituer un front unique avec les Khmers rouges. En Ethiopie, ils auraient imposé un comportement démocratique au FPLT. Or, cette attitude prise par la CIA est à prendre avec circonspection. Ainsi, sans parler du Panama ou du Koweït, la CIA, via le maréchal Mobutu du Zaïre, avait obligé en 1989 l'UNITA à mettre en sourdine l'exigence d'élections libres en Angola. La politique africaine des Etats-Unis est pragmatique, voire désastreuse, comme le montre l'exemple d'une de ses semi-colonies, le Libéria.

La réponse est à chercher dans le peuple éthiopien et non à Washington. L'Ethiopie est une civilisation multi-millé-

naire. Le premier être humain recensé y a été découvert. Les trois religions abrahamiques s'y côtoyaient et les chrétiens sont majoritaires dans le pays et très présents dans les provinces du nord, en Erythrée et au Tigré. Ce pays possède plusieurs langues. L'ahmara, au syllabaire original - d'origine sud-sémitique - domine. Les Ethiopiens consomment des céréales et des mets que l'on ne trouve que là-bas. Leurs systèmes horaires et calendaires sont déroutants. Et les autres exemples culturels originaux peuvent être multipliés.

Cas unique en Afrique, l'Ethiopie n'a jamais été colonisée par les Européens. Le Négus Ménélik II a écrasé l'armée italienne en 1896, en la cantonnant à l'Erythrée. Ce pays, grand comme deux fois et demi la France, s'est constitué en empire à cette époque par l'annexion ahmarique des Oromos, Tigréens, Afars, Somalis... Cette indépendance farouche a valu une grande aura à ce pays, qui accueille le siège de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et a servi de mythe au mouvement jamaïcain rasta. Le Négus Haïlé Sélassié Ier a pu ainsi annexer l'Erythrée en 1962 sans aucune protestation internationale.

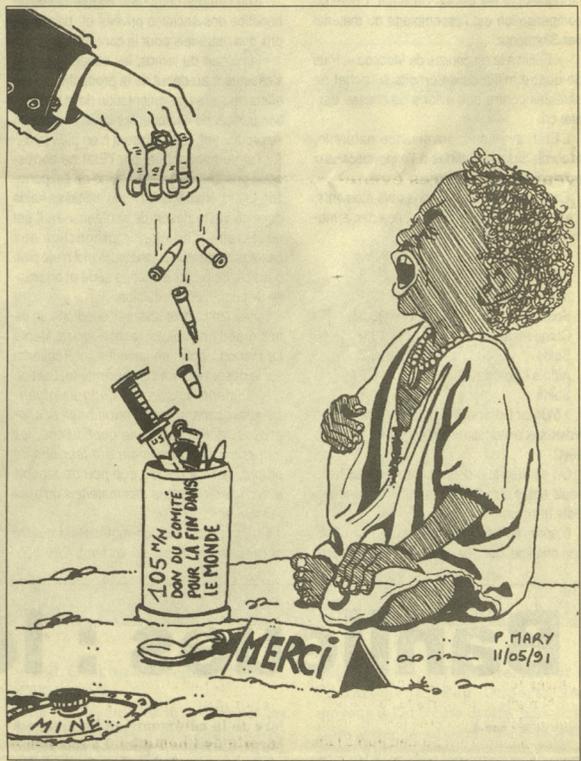
Cet empire s'est maintenu par l'intégration de féaux allogènes à la noblesse ahmara, par l'absence totale de bourgeoisie et par l'emprise de l'Eglise sur les populations. En 1974, le peuple a sonné le glas devant l'indifférence et l'incompétence de la noblesse pour contrer la famine, dans ce pays de grande richesse agricole. Le changement a été radical : l'autogestion s'est développée avec la fuite de la totalité de la noblesse. Mais en 1976, à la faveur de la guerre déclenchée par la Somalie, des militaires marxistes-léninistes ont pris le pouvoir et ont reçu le soutien des Cubains et des Soviétiques.

« Le Négus Haïlé Sélassié Ier a pu ainsi annexer l'Erythrée en 1962 sans aucune protestation internationale. Cet empire s'est maintenu par l'intégration de féaux allogènes à la noblesse ahmara... »

Ce régime a régné par la terreur, a refusé tout dialogue avec les minorités ethniques et s'est appuyé sur l'Eglise, comme la monarchie. Tous les quartiers et villages ont été placés sous la surveillance du ministère de l'Intérieur avec l'institution de comités de délation. Des populations ont été déportées loin des zones de guerre par une politique de « villagisation ». Les famines ont été maintenues artificiellement dans ces zones pour priver les guérillas d'appuis. La chasse aux jeunes pour l'enrôlement, la bureaucratiation et la gabegie ont définitivement traumatisé l'ensemble du peuple.

Si le pays aspire certainement à un peu plus de liberté et à moins de bureaucratie, comme le montre l'abandon massif des armes par les soldats et les membres du récent parti de masses-aiibi. La contestation porte surtout sur la volonté de ne pas tomber dans l'orbite néo-coloniale américaine après quinze ans de domination soviétique. Souhaitons que le réalisme autogestionnaire et fédéraliste l'emporte à nouveau et définitivement.

Xavier Merville
(gr. Ubu de Paris)



GRECE

Libérons les objecteurs de conscience

La Grèce est le seul pays de la Communauté Européenne qui n'ait pas encore reconnu le droit à l'objection de conscience, en dépit des résolutions du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et de l'ONU.

En raison de leur refus d'accomplir le service militaire, 420 objecteurs de conscience sont détenus en Grèce : ils purgent de lourdes peines, certaines condamnations allant jusqu'à six ans de prison.

D'autres jeunes ont, pour les mêmes motifs, dû prendre le chemin de l'exil.

De plus, d'après les derniers rapports d'Amnesty International et du groupe de parlementaires qui se sont rendus récemment sur place, ainsi que d'après les lettres qui nous parviennent de nos contacts en Grèce, leur détention se fait dans des conditions inacceptables (travaux forcés, surpopulation carcérale, maladies).

Une nouvelle vague d'arrestations d'objecteurs est à craindre à chaque instant.

Il faut agir en faveur d'une amnistie et d'une solution légale prévoyant un service civil de remplacement.

Afin que l'opinion publique européenne, éprise du respect des Droits de l'homme, fasse entendre sa voix et pousse les autorités grecques à trouver une solution à la situation de ces prisonniers d'opinion et de ceux qui risquent de le devenir, le Bureau européen de l'objection de

conscience (BEOC) demande qu'un soutien aux objecteurs grecs prenne forme.

BEOC

N.B. : Vous pouvez soutenir la campagne en faveur des objecteurs de conscience grecs en versant votre contribution au compte bancaire n° 001-1076165-26 (banque : CGER) du European Foundation for Conscientious Objection géré par le BEOC, 35, rue Van Elewyck, 1050 Bruxelles. Tél. : 32.2.648.52.20, télécopieur 32.2.640.07.74. Merci de votre aide !

Les cours sur l'anarchisme

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), 75018 Paris.

Voici l'énoncé des prochains cours.

Mardi 25 juin, à 20 h 30 :
- « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires » (l'anarchisme à l'épreuve de l'Histoire) ;
- « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? »

Plus de cours, pour cette saison, après le 25 juin.

BULGARIE

Nouvelles du mouvement anarchiste

LA Fédération anarchiste bulgare nous a transmis, avec un certain décalage par rapport à l'événement, un tract qui illustre la manière dont le 1er Mai a été célébré par ce mouvement, cette année, en Bulgarie.

Nous reproduisons, ici, quelques extraits de ce tract :

« Pendant toute la période du "socialisme réaliste", le peuple bulgare a été amené comme un troupeau, chaque année à cette même date, sous contrôle d'une signature individuelle, à manifester dans la rue son soutien et son dévouement envers le Parti communiste et l'Etat.

Aujourd'hui, en Bulgarie, on parle de démocratie. Pour nous, cela n'a pas d'autre sens que la possibilité de lutter pour défendre nos droits sociaux d'hommes, de travailleurs, contre ceux qui veulent les nier.

Ceux-là sont l'ancienne nomenclatura des apparatchicks "communistes", qui aujourd'hui cherchent désespérément à défendre leurs intérêts et privilèges. Ce sont les privilégiés d'hier qui aujourd'hui se préparent à devenir les patrons d'un système capitaliste.

La réalité actuellement en Bulgarie est celle-ci :

- beaucoup de gens dénués de tout travail et le chômage qui s'accroît sans cesse ;
- des travailleurs qui n'ont aucun droit ;
- des paysans privés de terre ;
- les pauvres deviennent plus pauvres et

les riches s'enrichissent davantage ;

- Les criminels deviennent des criminels légitimes ;

- la religion idéologique se transforme en idéologie religieuse ;

- l'immoralité politique se retrouve à nouveau ;

- on ne parle plus que de société de libre marché et jamais d'autogestion.

Voilà les tendances actuelles de notre société après quarante-cinq années de dictature rouge et de capitalisme d'Etat.

Aujourd'hui, en Bulgarie tout change de forme mais conserve son ancien contenu.

Travailleurs, votre force est dans la solidarité et l'autogestion des établissements qui vous appartient.

Paysans, seules les libres coopératives peuvent vous aider pour une juste possession de votre terre et résoudre vos problèmes économiques.

Intellectuels, votre liberté est hors des partis politiques et de l'Etat. Vous êtes créateurs lorsque vous êtes libres.

Citoyens :

- pour la liberté, la justice et le travail honnête ;
- pour la solidarité et l'entraide ;
- pour la libre organisation et l'initiative ;
- pour l'autonomie des communes. »

Fédération anarchiste bulgare -
Fédération de la jeunesse anarchiste bulgare

(transmis par Trendafil Maroulevski)

ALGERIE

La peste ou le choléra

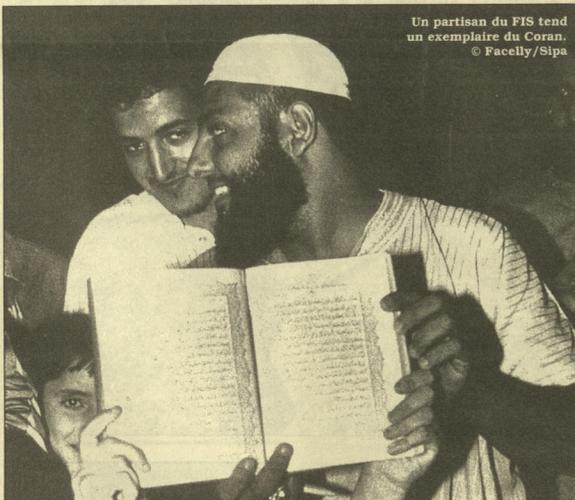
L'Algérie connaît à nouveau de sombres événements : l'état d'urgence décrété pour quatre mois met en évidence les difficultés éprouvées par le régime FLN pour sortir le pays du marasme et endiguer l'avancée politique du FIS. Triste alternative pour le peuple, qui compte les points, partagé entre la peste et le choléra.

D'APRES les estimations des islamistes, les manifestations à Alger auraient fait une dizaine de morts et près de quarante blessés. Cette émeute devait, selon les « barbus », se solder par la démission du Président Chadli. La réponse du FLN ne s'est pas faite attendre. L'état de siège est décrété pour quatre mois. Les militaires vont remplacer les policiers dans la rue. Le FLN règne sans partage sur l'Algérie depuis 1962. Cela crée des envieux.

Ces émeutes ont eu lieu après l'instauration d'une grève de plusieurs jours par le FIS. Grève générale qui a d'ailleurs été un bide, vu l'impact qu'elle a eu sur la population algérienne. C'en était trop pour le FIS. Il est vrai que depuis son écrasante victoire lors des dernières élections municipales, le FIS va d'échec en échec. Passer des journées à supplier le Divin et gérer une ville sont deux choses différentes. Les islamistes s'en sont rendu compte à leurs dépens. Il ne faut pas non plus oublier leur soutien à Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe, ce qui leur a valu une fermeture des robinets. Chacun sait que les intégristes musulmans, à travers le monde, sont soutenus financièrement par l'Arabie Séoudite et le Koweït... Voyant petit à petit leur impact diminuer, les islamistes ont joué le tout pour le tout. Ils ont évidemment opté pour la force et la violence. Méchants, mais pas stupides. En provoquant le FLN, le FIS est arrivé à ses fins. D'abord, il a réussi à repousser les élections législatives, qui ne lui étaient pas favorables. Puis, suite à la répression, il a créé, pour ainsi dire, ses premiers martyrs. Des appels à la vengeance s'élevaient déjà des minarets.

Le FIS est affaibli, mais il est loin d'être mort. Sa popularité reste encore très importante parmi les déshérités et les jeunes. Les islamistes, aussi paradoxal que cela puisse paraître, attirent une part non négligeable de femmes. A croire que certaines confondent militantisme et masochisme.

On peut essayer d'expliquer le succès du FIS, ces dernières années, par ces quelques éléments. On pourrait croire que les Algériens, fatigués du règne de vingt neuf ans du FLN, se laissent aller à espérer la démocratie. Cet argument ne tient pas. Les



Un partisan du FIS tend un exemplaire du Coran. © Facelly/Sipa

militants du FIS, à leur arrivée au pouvoir, instaureront une dictature islamique. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas. La Déclaration des droits de l'homme ne tient pas la route face au Coran... Cela ne semble pas déranger ceux qui soutiennent le FIS. Alors pourquoi tant d'engouement ? On peut trouver les mêmes réponses qu'à l'émergence du Front national ici. Le FIS se nourrit de la misère. Doté d'énormes moyens financiers, il se donne des airs humanistes. Il a compris que pour être populaire et faire passer ses messages, il devait se trouver au cœur des préoccupations de la population. Il a réinvesti le terrain social, abandonné tant par le FLN que par les démocrates de tout poil. Quelques exemples : lors du tremblement de

« Le FIS se nourrit de la misère. Doté d'énormes moyens financiers, il se donne des airs humanistes. »

terre d'El Asnam, il y a quelques années, les premiers secours ont été apportés par les islamistes. Les ambulances du FLN sont arrivées alors que l'on n'avait pratiquement plus besoin d'elles ! Lorsqu'un jeune étudiant, issu d'un milieu défavorisé (ce n'est pas ce qui manque...), n'a pas les moyens de payer ses études, les islamistes, eux, se cotisent et se chargent de financer son éducation. Un moyen comme un autre de recruter.

Alors, après cela, lorsque vous demandez au « prolo » algérien ce qu'il pense du FIS, du danger dictatorial que les islamistes représentent, il vous rira au nez, à défaut de vous taper dessus. Est-il à plaindre ou à blâmer ? Le FIS ne s'est pas loué les services d'un Séguéla, mais a très bien compris ce qu'il fallait faire pour plaire au peuple. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié, à ce que l'on dit.

Aux dernières nouvelles, les Algériens iront aux urnes d'ici à la fin de l'année, suite à un accord entre le nouveau gouvernement et le FIS. Etant donné la tournure que prennent les événements, les Algériens risquent de sombrer soit dans une dictature militaire, soit dans une république islamiste. Autant choisir entre la peste et le choléra. A moins que, d'ici là, des voix ne s'élèvent pour crier « Ni dieu ni maître ! ». On peut toujours rêver, non ?

Nordine

SUISSE

Autour de l'objection

La Suisse est aujourd'hui l'un des derniers pays d'Europe occidentale à ne pas avoir un statut d'objecteur de conscience conforme aux conventions internationales. Amnesty International ne manque d'ailleurs jamais de relever ce fait scandaleux dans son rapport annuel.

Bien entendu, le débat public n'a jamais cessé, mais aucune initiative populaire ni aucun référendum n'ont réussi, à ce jour, à détourner la majorité des Suisses et des cantons de l'idée que l'Helvétie naît soldat, qu'il le veuille ou non.

Le jeune qui aurait l'idée farfelue de considérer l'armée comme un instrument de « défense » à la fois illusoire et pernicieux ou qui, tout simplement, adhérerait au slogan du Groupe pour une Suisse sans armée (« *L'armée ça tue, ça pollue, et ça rend con !* ») n'échappe à son service militaire que s'il réussit à simuler quelque tare physique ou trouble psychique. Ils étaient quelque 9 000, l'an passé, à opter pour cette voie.

Les objecteurs, eux, passeront devant leurs juges militaires, situation qui a déjà ceci d'aberrant que l'armée est à la fois juge et partie. La peine sera au plus de six mois de prison ou d'arrêts répressifs (cela permet au prisonnier de travailler à l'extérieur pendant la journée et, par conséquent, de payer sa pension à la prison) si l'objecteur réussit à faire valoir un grave conflit de conscience, en d'autres termes, si ses motifs sont d'ordre religieux. Pour les autres, c'est en moyenne huit mois fermes, voire plus : c'est évidemment le refus pour mobiles politiques qui coûte le plus cher.

Mais même nos guignols galonnés ont fini par se sentir mal à l'aise à se retrouver derniers en Europe, en compagnie de l'Albanie et de l'URSS, à traiter leurs objecteurs comme des criminels. L'auditeur en chef de la « justice » militaire a donc concocté un projet de loi, adopté par le Parlement en 1990, visant à décriminaliser l'exécution des sanctions frappant l'objection de conscience. Mais comme rien de bon ne sortira jamais d'un képi, la nouvelle loi ne vaut guère mieux que l'ancienne. Elle continue à faire la distinction entre le bon objecteur - entendez l'illuminé - et le mauvais, le politique. Le premier n'ira plus en prison, mais se verra astreint à un travail d'intérêt général d'une durée qui sera une fois et demie plus longue que la totalité du service refusé.

Les mauvaises têtes, quant à elles, continueront de faire de la taupe. Un référendum (dit facultatif, c'est-à-dire que toute loi fédérale ou tout arrêté du Parlement doit être soumis au peuple si 50 000 citoyens le demandent dans un délai de 90 jours) a aussitôt été lancé contre cette loi, taxée à juste titre de guet-apens par les opposants. Tant qu'une armée existera, rien de moins que le choix, entièrement libre, entre le service militaire et un service civil sans aucun caractère punitif, ne sera acceptable.

Le verdict populaire est tombé le 2 juin. La Suisse n'aura pas de statut d'objecteur de conscience digne de ce nom. A plus de 55% des voix, les citoyens ont estimé que la solution boiteuse proposée valait d'être retenue, au moins provisoirement. Par conséquent, les objecteurs auxquels on reconnaît un grave conflit de conscience n'iront plus en taule, mais feront un service civil une fois et demie plus long que le service militaire refusé. Pour les « politiques », rien de changé, sinon que les peines de prison risquent même de s'allonger. Et, comme ni les adversaires de l'armée ni ses défenseurs farouches n'entendent jeter l'éponge, il y aura de nombreux rounds supplémentaires.

De notre correspondante helvétique

« Radio-Libertaire, la voix sans maître » 1981-1991
Yves Peyraut

Une radio anarchiste sur la bande FM ? Le pari aurait pu sembler une gageure... et pourtant !

Le 1^{er} septembre 1981, Radio-Libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait pour la première fois entendre sa voix - sans maître - sur Paris et la proche banlieue. Fidèle à ses engagements d'origine, Radio-Libertaire n'a jamais cessé depuis de se battre pour la liberté des ondes, refusant de verser dans le système des radios commerciales, des radios-fric.

Grâce à ses auditeurs, elle a réussi à rester une véritable radio libre sans dieu, sans maître, sans publicité... et sans militaires. Pourtant Radio-Libertaire devra conquérir son droit d'émettre en dépit des interdictions, de la répression et des manœuvres de l'Etat.

Aujourd'hui, Yves Peyraut (un des premiers animateurs) dresse un premier bilan, dans un style direct et non sans un brin d'ironie.

Format 15X24 cm - 192 pages
Prix de vente : 90 F (port non compris) - 1991

Riposte au béton

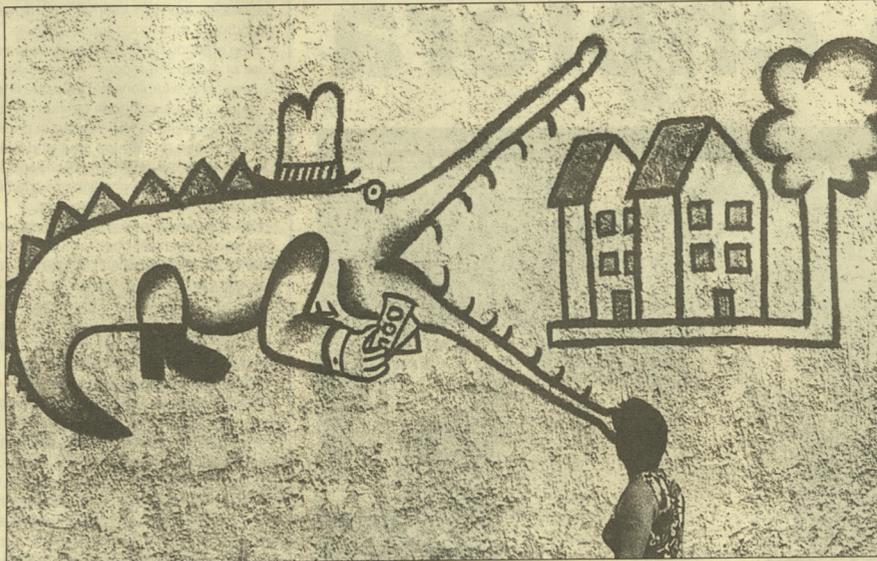
VISIBLEMENT, M. le maire du 19^e arrondissement de Paris et son adjoint n'avaient pas prévu une telle affluence à la réunion de « concertation » qu'ils avaient organisée le mercredi 12 juin dernier pour informer la population de leurs projets d'aménagement de la rue de l'Ourcq. Les services municipaux avaient pourtant bien fait les choses : seul un entrefilet était paru dans le *Parisien libéré*, le *Quotidien de Paris*, et le bulletin municipal, plus cinq ou six affichettes qui avaient été placardées sur les palissades des chantiers. Mais des citoyens ayant peut-être une autre conception de la démocratie avaient eux-mêmes affiché l'information dans tous les halls d'immeuble et chez les commerçants... Si bien que la salle des mariages n'a pas suffi à contenir la foule qui était venue s'enquérir de l'avenir du quartier ! Et nos élus ont sué durant deux heures et demie pour essayer de répondre à l'avalanche de questions, pour la plupart fort judicieuses ! Qu'ont-ils appris, les citoyens de la rue de l'Ourcq ? Pas grand-chose, c'est le constat unanime qu'ils ont pu faire en sortant de la réunion...

On a su qu'il s'agissait d'allonger la rue Léon-Giraud et d'élargir une partie seulement de la rue de l'Ourcq (l'autre partie est bien sûr prévue pour l'an prochain mais ceci n'entraîne pas dans le cadre de la présente « concertation », il ne faut pas impressionner le populo !)...

On a su aussi que l'opération s'accompagnera de travaux de démolition d'immeubles et de reconstruction de logements neufs (et chers !), de trottoirs larges et plantés d'arbres...

On a su encore que les « artisans sales » (des mécaniciens arabes) louant à la SNCF des ateliers sous les voûtes du pont de chemin de fer seront « vidés » (sic !) pour mettre ces arches en valeur...

On a su enfin que l'artisanat se trouverait concentré dans des « hôtels industriels » plus confortables, mais pas forcément accessibles à tous les artisans ! Mais quand les questions ont porté sur le relogement des riverains, là, les réponses se sont faites des plus évasives et des plus contradictoires. A combien seront indemnisés les petits propriétaires expropriés ? Dans quelles conditions, où, et à quel prix seront relogés les locataires ?



Pourront-ils rester dans le quartier ? Les HLM existant seront-ils réhabilités ? Les « responsables » de l'arrondissement avaient beau essayer de garder le sourire paternel et le verbe rassurant, ils n'ont pas réussi à cacher qu'ils n'avaient pas envisagé le problème et même qu'ils ne s'étaient pas sentis concernés !

En route pour l'exil vers la banlieue ?

Il y a donc gros à parier que, si le projet voit le jour, la plus grande partie des habitants du quartier, dont certains y sont nés et y vivent leur retraite, devront s'exiler en banlieue pour trouver des logements abordables, et que ces travaux profiteront surtout à quelques sociétés immobilières qui étalent à pleine page leur publicité dans le bulletin municipal. Le 19^e arrondissement semble condamné à devenir, à l'instar du reste de Paris, un ghetto pour jeunes cadres, nouveaux riches et gagnants de la crise économique !

Est-il encore temps de réagir ? Bien avant cette première réunion de

« concertation » qui précède l'enquête d'utilité publique, la Ville a exercé son droit de préemption sur certains immeubles qui sont aujourd'hui murés, voire déjà rasés. Mais, pressé de répondre à une question directe et précise, M. l'adjoint au maire a assuré que si l'enquête d'utilité publique s'avérait négative, le projet de la mairie ne verrait pas le jour. Chiche ! a répondu la salle. Une association des riverains est d'ores et déjà en train de se mettre en place pour contrer les arguments de la mairie et assurer leur défense. Elle devra aussi sans doute faire des contre-propositions : ainsi, l'élargissement de la rue de l'Ourcq est-il vraiment une nécessité ? Les riverains des tous nouveaux « axes rouges » ont pu se rendre compte que plus on facilite la circulation, plus il y a de voitures ! Aussi, plutôt que de sacrifier le peuple de Paris au dieu Bagnole, ne serait-il pas plus conséquent d'œuvrer à un large développement des transports en commun ? L'environnement aurait certainement tout à y gagner !

Pascal Petit
(gr. du 19^e-Nord)

PARIS - 19^e

Manceuvre immobilière rue du Département

L'immeuble du 17-19 rue du Département (19^e) à Paris est en cours d'achat par la ville de Paris dans le cadre du réaménagement du quartier. La mairie fait pression sur le propriétaire pour que l'immeuble soit vide de ses locataires avant la fin juin. Une soixantaine de personnes, dont dix-sept enfants, habitent cet hôtel et n'ont reçu à ce jour aucune proposition de relogement. Selon Jean Tibéri, adjoint du maire de Paris, « Pour toute opération d'urbanisme conduite par la ville de Paris, il ne peut être question de reconnaître aux occupants d'un hôtel meublé un quelconque droit au relogement, comparable à celui que la loi reconnaît aux évincés d'une opération d'urbanisme. » Dans le quartier, cent quatre-vingt dix chambres d'hôtel meublées sont pourtant concernées par cette opération. Pour exiger le relogement de tous les locataires, leur maintien dans les lieux tant qu'ils ne seront pas relogés, le respect de leurs vœux en ce qui concerne le montant du loyer et la situation géographique des relogements, un rassemblement est prévu le samedi 22 juin à 13 h 30 devant le 17-19 rue du Département, pour ensuite se rendre à la mairie. Qu'on se le dise !

P.P.

CASABONNE

Jean-Philippe Casabonne, arrêté en Espagne en juillet 1987, a été condamné à six ans de prison, pour une complicité, jamais prouvée, avec l'ETA. Maltraité, il n'a jamais pu bénéficier de la clémence des autorités espagnoles ni de l'aide du gouvernement français, malgré les multiples interventions du comité de soutien.

Le 6 juillet prochain, il aura purgé les deux tiers de sa peine et pourrait alors bénéficier d'une libération immédiate, conformément à la législation ibérique. Pour qu'il soit libéré, il suffirait d'un petit coup de pouce des autorités françaises ou de l'opinion publique... Alors ? Comité de soutien à J.P. Casabonne : CEL, BP 28, 33031 Bordeaux cedex.

LUYNES : CAUCHEMAR DANS UNE PRISON « MODELE »

C'est assez rare dans le milieu carcéral : Jean-Marc Charon, directeur de la maison d'arrêt de Luynes-Aix-en-Provence, a été incriminé le 3 juin dernier de « violences et voies de faits » à l'encontre de détenus. Il faut dire que dans cette nouvelle prison au statut semi-privé, ouverte il y a tout juste un an (le 5 juin 1990), les bavures n'ont pas manqué : trois suicides en quelques mois ; violences physiques ; un mort, faute de soins ; des détenus enfermés vingt heures sur vingt-quatre. Cette prison « modèle » ressemble plutôt à un parfait ghetto ! L'administration pénitentiaire a donc décidé de sévir. Dommage qu'elle n'ait pas renoncé pour l'occasion à ce type d'établissement et, plus largement, à en finir avec les taules !

CRESSON ET LA SECURITE SOCIALE

Vingt-trois milliards de « trou » cette année, plus 9 pour l'an passé, soit 32 milliards de déficit à combler... La solution la plus facile a été de nouveau choisie : ce sont les salariés qui seront pénalisés (+ 0,9% de cotisation). Dette patronale, profits des entreprises pharmaceutiques et paramédicales, le gouvernement fait silence... Il préfère écouter les professions libérales quand elles descendent dans la rue.

Info J. Saintier.

PILULES A REMBOURSEMENTS VARIABLES

En 1955, Gregory Pincus met au point un système rétroceptif, la « pilule », qui allait révolutionner la vie des femmes. Fini les longues angoisses de maternités non désirées. La vie sexuelle et affective prend une nouvelle dimension. La femme découvre son corps et le plaisir. Elle n'est plus seulement l'organe reproducteur, et la mère. En 1972, de nouvelles pilules apparaissent sur le marché. Ces mini pilules diminuent les risques cardio-vasculaires et les effets secondaires. En 1984, d'autres pilules sont créées. Les laboratoires affirment que celles-ci sont encore moins nocives que les précédentes. Mais aucune de ces pilules ne seront remboursées. De plus, elles sont vendues suivant un prix libre, et certaines coûtent plus de 100 F les trois plaquettes. Il n'existe aucun produit équivalent pris en charge. En 1991, sur une trentaine de marques existant sur le marché, une quinzaine ne sont plus remboursées. Le prix des pilules remboursées ne dépasse pas 20 F les trois plaquettes !

Info Marie-Jeanne (gr. J.-R. Caussimon de Nancy).

Libres comme l'air,
quinze nouvelles pour Radio Libertaire

« Libres comme l'air »

Quinze nouvelles pour Radio-Libertaire

M. Benasayag, N. Choquet, D. Daeninckx, C. Frigara, Del Inferno, D. Langlois, S. Livrozet, J.-P. Levaray, J.-F. Lymphâm, T. Maricourt, Y. Peyraut, A.-F. de Saint-Laurent, Jean-Marc Raynaud, W. Rosell, C. Sigala, J.-M. Tixier, S. Picard (illustrations).

Nos dix premières années ne sont pas seulement exemplaires de la ténacité et de l'enthousiasme de ceux et celles qui tous les jours bâtissent Radio-Libertaire. Elles sont exemplaires du combat pour la liberté d'expression que toutes les radios associatives ont mené contre l'hostilité évidente des pouvoirs publics. Dans ce combat beaucoup ont disparu, victimes essentiellement de la loi de l'argent et du pouvoir politique. C'est pour faire écho à ce combat permanent (voir la guerre du Golfe) que Radio-Libertaire a pris l'initiative consistant à faire paraître un recueil de nouvelles, toutes consacrées à ce thème : « la liberté d'expression ! »

Format 15X24 cm - 144 pages
Prix de vente : 85 F (port non compris) - 1991

NOTES DE LECTURE

« Le Tremblement de terre de Pékin »

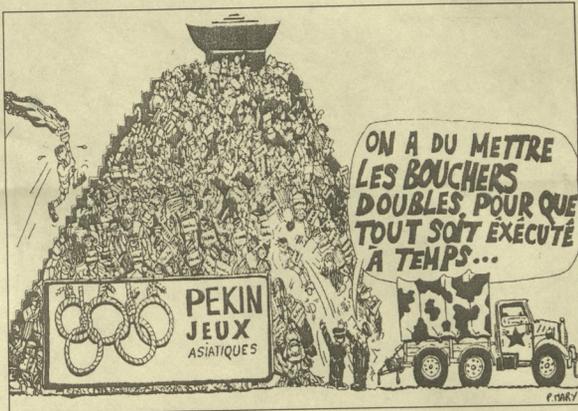
Béja, Bonnin, Peyraube - Ed. Gallimard

A la suite de la longue enquête de Charles Reeve, « Retour en Chine », nous vous présentons aujourd'hui des notes de lecture à propos d'un ouvrage faisant référence aux différents Printemps de Pékin qui se sont succédés.

AU-DELÀ des péripéties du mouvement d'avril-juin 1989, dont les auteurs livrent une chronologie détaillée au jour le jour, voire heure par heure, lors de la nuit sanglante du 3 au 4 juin, ce qui fait la force du *Tremblement de terre de Pékin* ce sont les textes reproduits, qui forment l'essentiel de son volumineux contenu (588 pages) et sont l'émanation directe de la pensée et de l'action des acteurs du second Printemps de Pékin.

Ce qui frappe d'abord, c'est l'absence de mémoire. Wei Jingsheng et les autres protagonistes du premier Printemps de Pékin (1978) sont quasiment inconnus. Le mouvement n'a pas de « *mémoire structurée et structurante* » car, depuis 1949, les animateurs de chacun des épisodes démocratiques qui ont jalonné l'histoire de la Chine contemporaine ont toujours été réprimés et leurs œuvres interdites. C'est là l'un des gages importants du Parti communiste, essentiel pour asseoir et légitimer la continuité de son pouvoir ; gardien et détenteur de la mémoire, c'est lui qui écrit l'histoire.

Il faut ensuite relever le thème central des revendications avancées, d'ordre éthique et non économique, qui consacre l'éveil de la conscience de soi du peuple chinois : « *la liberté, la démocratie, l'Etat de droit n'ont jamais été octroyés. Tous ceux qui recherchent la vérité et aiment la liberté doivent lutter sans relâche pour obtenir les libertés d'opinion, d'expression, de publication, de la presse, de réunion, d'association et de manifestation que la Constitution accorde à tous les citoyens* » (1), piégeant ainsi le Parti communiste, sommé de respecter les propres textes qu'il a promulgués.



Ce que veulent les étudiants, rejoints bientôt par les intellectuels et une fraction grandissante de la population à travers toute la Chine, employés, petits entrepreneurs et ouvriers en nombre croissant, c'est un dialogue sur un pied d'égalité avec le pouvoir. C'est ce qui va faire la force du

prêt à faire amende honorable à propos de « *l'affairisme officiel* » en sacrifiant quelques têtes, il ne peut admettre que soit battue en brèche sa primauté « *acquise dans les luttes* » : « *Notre parti est le parti au pouvoir, et notre gouvernement le gouvernement du peuple* » martèle Li Peng le 19 mai (3). Dans la nuit du 3 au 4 juin, le gouvernement du peuple lui a tiré dessus, perdant ainsi à tout jamais la dernière once de légitimité qui lui restait. Le pouvoir est nu. Deux ans après, le peuple chinois encore sous le choc panse ses plaies tout en pratiquant la résistance passive, et le Parti communiste apparaît de plus en plus isolé sur la scène internationale. Paradoxalement, Tian-an-Men a été le signe annonciateur de l'effondrement des régimes dits « *communistes* » de l'Est européen. Il s'agit bien d'un tremblement de terre car il a fissuré le système et s'est révélé porteur d'espérance : on attend la mort du dernier empereur...

Jean-Jacques Gandini (Montpellier, le 4 juin 1991)

(1) p. 210.
(2) p. 329.
(3) p. 247.

« Paradoxalement, Tian-an-Men a été le signe annonciateur de l'effondrement des régimes dits "communistes" de l'Est européen. »

mouvement ; la mise en branle de la société civile, la tendance à l'auto-organisation des différentes catégories socio-professionnelles, l'émancipation de la dépendance, bref il s'agit de « *permettre à la démocratie de prendre racine et de germer avant tout en nous-mêmes* » (2).

Mais c'est précisément ce qui est inacceptable pour le parti communiste. S'il est

POESIE

« Le milieu de la nuit »

de Bernard Dimey

Il n'aimait pas plus les salons que les cocktails. Il n'était pas reçu aux déjeuners de l'Elysée. Il ne participait pas au pèlerinage de Solutré en compagnie de Jack Lang. Était-il anarchiste ? Poète ? Comédien ? Bernard Dimey était plus simplement un être humain. Comme les autres.

Comme les autres devraient être, il n'avait aucune admiration pour les baudruches que l'on gonfle devant les caméras de télévision. Il se plaisait en la compagnie des paumés. Il fraternisait avec les exclus, ceux qui sont tout en bas de l'échelle, définitivement. Ceux que la vie a poussés dans les poubelles et qui accomplissent un interminable chemin de croix, sans témoins. Il était l'ami des clochards et ce n'était pas pour lui simple thème littéraire :

« *Il ne faut surtout pas rire de ceux qui tombent, Qui n'ont plus de savon, qui n'ont plus de rasoir, Un pied dans la misère et l'autre dans la tombe, Il ne faut pas charrier ceux qui font peine à voir...* »

Bernard Dimey levait son verre pour un moment d'amitié volé au malheur, avec tous ceux que méprisent les gens réputés honnêtes. Et ça fait du monde. Alors, il en a tellement levé, des verres, qu'il en est mort. Il y a dix ans. Aujourd'hui, l'inclassable poète est ressuscité par la grâce de Christian Pirot, qui publie deux recueils de poésie. On ne saurait manquer le rendez-vous avec ce compagnon de voyage qui nous emmène au *Milieu de la nuit* (1).

Guimou de la Tronche

(1) *Le Milieu de la nuit*, Bernard Dimey, Christian Pirot éditeur (13, rue Maurice Adrien, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire). En vente à la librairie du Monde Libéraire. Prix : 96 F le volume (port non compris).

VIDEO

Le TLP de Font et Val

On avait déjà eu - et nous vous en avions parlé à l'époque - les paroles et la musique du spectacle de Font et Val, *Bientôt l'Europe*. Voici maintenant les images, grâce à une cassette vidéo qui vient de sortir chez EPM. Cet enregistrement de 74 minutes permet de retrouver Patrick Font et Philippe Val sur la scène du Dejaset, le théâtre libertaire de Paris.

En quelques sketches et chansons, le duo insolent passe enfin sur votre téléviseur à une heure de grande écoute. « On s'en branle », forcément, « Le SIDA a rendez-vous avec la lune », bien sûr. Des sketches à se tordre de rire comme « Le nouveau vingt heures » ou « Super malades show » et des textes qui n'étaient pas sur le dernier disque, « On s'en va » et « Chico Mendes ». Une vidéo décapante pour votre magnétoscope.

Pascal Didier

Théâtre de Dix Heures

Elisabeth Minirécital le dimanche 23 juin à 17 h
Entrée libre
Théâtre de Dix Heures, 36, bd. Clichy (M^o Pigalle), 75018 Paris

FORUM

« Femmes et sociétés »

« *Si l'égalité entre les sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine.* »

Louise Michel

La femme aux prises avec la société : enjeu ou otage ? Un numéro exceptionnel de *l'Homme et la société*. Ne fallait-il pas saisir l'occasion de ce numéro pour changer le nom de la revue ? *La Femme et la société ? L'Être et la société ? Hommes, Femmes et société ?*

Panorama international qui va d'un sujet brûlant comme la remise en cause du droit à l'avortement en Pologne à un constat sur la valeur de la virginité féminine en Algérie, de la séparation sexuelle au Bangladesh à la rationalité dans les pratiques religieuses des femmes musulmanes en Iran. Réflexion historique et politique avec une étude du discours sur les femmes des droites

conservatrice et révolutionnaire sous la République de Weimar et le III^e Reich ou sur les images de femmes à l'extrême droite. Etat des lieux avec les acquis des femmes en France dans une perspective européenne et les recherches sur les femmes et le développement. Actualité avec le complexe militaro-industriel et la guerre du Golfe, et les problèmes que pose la réunification allemande.

Analyser le sexisme et ses relations à l'Etat et au pouvoir, n'est-ce pas repousser les limites que nous impose la société d'aujourd'hui ? N'est-ce pas refuser la domination d'où qu'elle vienne et faire un pas vers des relations égalitaires ?

« Femmes et sociétés »
l'Homme et la société, L'Harmattan

Mercredi 26 juin, à 18 h 30

Table ronde dans « Femmes libres »
sur Radio-Libertaire (89.4)

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Vendredi 21 juin
— « *Ithaque* » (22 h 30 - 2 h) : les âges de la vie.

Samedi 22 juin
— « *La Chronique syndicale* » (11 h 30 - 14 h 30) : droits des femmes et Europe sociale, le mal des banlieues avec l'association « *Vivre ensemble* » de Mantes-la-Jolie, les nouvelles du rail.
— « *Onde de nuit* » (24 h à l'aube) : la fièvre du samedi soir.

Dimanche 16 juin
— « *Matinée anticléricale* » (10 h - 12 h) : émission de la Libre Pensée.
— « *Folk à lier* » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.
— « *L'Imaginaire* » (22 h - 23 h) : des mathématiques à la poésie.

Mardi 18 juin
— « *Blues en liberté* » (10 h - 12 h) : les concerts de l'été.

RENDEZ-VOUS

AURILLAC
Une liaison FA existe à Aurillac (Cantal). Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

LORIENT/QUIMPERLE
Le groupe Francisco-Ferrer de la FA est constitué depuis peu sur Lorient et Quimperlé. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

NANCY
Le groupe Jean-Roger-Caussimon peut être contacté lors de la vente du *Monde libertaire*, qui se tient tous les dimanches à partir de 11 h sur le marché de Vandœuvre.

NICE
Le groupe de Nice, par l'intermédiaire de son Association pour le développement de la culture libertaire (ADCL), tiendra ses permanences le mercredi et le samedi, de 15 h à 18 h, en son local, au 8, rue Docteur-Richelmi, à Nice. Pour tout contact épistolaire, écrivez à la même adresse.

SARREBOURG
Depuis quelques semaines, il existe une liaison FA sur la région de Sarrebourg, Bitch, Sarreguemines, Phalsbourg (Moselle-Sud). Pour le contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

GEMENOS
L'Union régionale Méditerranée de la FA organise les 27 et 28 juillet, au quartier Le Vaisseau (RN 8), à Gémenos (près de Marseille), les 5^e Rencontres Libertaires. Au programme : chansons avec Meille, Claude Turlé, Morade... ; stands ; bouffe ; buvette ; débats. Camping assuré (amener son matériel).
Pour plus de renseignements, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PARUTIONS

RECUEIL
Amateurs de poésie, un recueil de 21 textes poétiques illustrés, *Le Fil d'Ariane*, vient de paraître. C'est un recueil où se mêlent amour, révolte anarchisante et merveilleux.
Son prix est de 25 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de Guillaume Vauthier). Pour toute commande, écrire à : Guillaume, la *Mistoufè*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

Une partie des bénéfices sera offerte en soutien au groupe FA de Dijon.

PRESSE
La Commune libertaire n° 20 vient de paraître. La feuille gratuite du groupe Fresnes-Antony de la FA est disponible à son local, situé au 34, avenue Jean-Moulin, 92160 Antony. On peut se la procurer par courrier contre un timbre à 2 F 30, en écrivant à la même adresse.

BROCHURE
Le groupe Salvador-Haro de la FA et les « Amis de Pierre-Kropotkine » viennent de publier *Télévision : enjeux, rôles et pouvoir*, fascicule de 116 pages. Au sommaire : enfance et TV, un enjeu commercial et politique, désinformation au quotidien, de la passivité à la soumission. Prix : 55 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

TEE-SHIRTS
Le groupe Région-toulonnaise de la FA diffuse 3 tee-shirts. Prix : 60 F l'un (port compris). Il s'agit d'un « A » cerclé rouge sur fond noir ; d'un globe d'où émerge un « A » cerclé (noir sur fond blanc) ; de deux enfants s'embrassant, plus « A » (noir et rouge sur fond blanc). A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèques à l'ordre du CECL).

BROCHURE
Vous pouvez vous procurer la brochure *GROG Story*, qui raconte l'histoire du Groupe de résistance et d'opposition à la guerre nantaise en écrivant à l'adresse suivante : « Magazine Libertaire » (MW), Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Prix : 10 F (port compris). Chèques à l'ordre de C.P.

Marchand serre la vis

Deux nouvelles circulaires viennent d'enrichir l'arsenal répressif des préfets en matière de lutte contre l'immigration. Si l'une est une mise au point technique concernant la délivrance de titres de séjour après réexamen d'une demande d'asile (1), la seconde, appelée « Renforcement de la lutte contre l'immigration irrégulière », nous rappelle qu'entre Marchand et Pasqua les nuances sont difficiles à établir.

L'objectif de cette circulaire du 28 mars 1991 est clair : il s'agit d'instaurer « un suivi plus rigoureux des décisions de refus de séjour » et de montrer que le gouvernement mène une politique de rigueur à l'égard des immigrés clandestins.

Il est rappelé que la Police de l'Air et des Frontières (PAF) est habilitée à prononcer des mesures de non admission sur le territoire national. C'est ce qui lui permet de refouler discrètement des centaines d'étrangers (Tamouls [2], Africains...) à qui l'on ne donne ni le temps ni l'opportunité de demander l'asile, ou de les maintenir des jours durant en zone internationale. Dans certains aéroports, il n'est pas rare que des officiers de protection (agents de l'Office français de protection des apatrides) règlent certaines demandes d'asile en... quelques heures, histoire que les déboutés ne ratent pas l'avion du retour !

Mais Philippe Marchand va plus loin ! Le voilà qui attribue des pouvoirs d'interception des clandestins qui lui tomberaient entre les mains. Curieuse mission pour cette administration jusqu'alors chargée du contrôle des marchandises à nos frontières. Est-ce un retour à l'économie de la traite négrière ? Jusqu'à preuve du contraire, l'entrée irrégulière n'est pas un délit douanier !

Verrouiller les frontières ne lui suffisant pas, Philippe Marchand s'est attelé à renforcer les possibilités d'intervention des



A l'heure du thé. © Witt/Sipa

flics. Il est ainsi rappelé qu'un étranger est dans l'obligation de présenter ses documents de séjour lors de tout contrôle. S'il est dans l'incapacité de le faire, il sera alors placé en garde à vue et au terme de celle-ci, en centre de rétention. Cela est censé donner le temps aux autorités de s'assurer de l'identité de la personne (3).

Contrôle au faciès

S'il s'avère que cette personne est en situation irrégulière, elle sera reconduite à la frontière, sous escorte s'il le faut. Mais avant cela, il faut bien lui mettre la main dessus. Et on n'a rien inventé de mieux que le contrôle au faciès. Or celui-ci choque les bonnes âmes humanistes et provoque des remous pas toujours souhaités quand on accomplit ce type de besogne (4).

Ainsi, tout en éloignant les risques d'une telle dérive (5), Marchand ouvre grand les vannes de la chasse aux clandestins ; outre la couleur de la peau, la « conduite d'un véhicule immatriculé à l'étranger, la distribution de tracts ou l'apposition d'affiches rédigées en langues étrangères sont autant de circonstances qui, en toute objectivité, peuvent permettre de présumer de la qualité d'étranger ». Le message est clair et s'adresse aux policiers ; pour éviter les accusations de racisme, il est souhaité qu'ils justifient leurs interpellations par autre chose que l'aspect physique.

Et puis, il est toujours possible d'intervenir directement chez l'intéressé après une « enquête de voisinage » et ce, « selon les règles du flagrant délit ». Surveillez vos concierges !

Il appartiendra également aux forces de l'ordre de « définir localement [...] les lieux publics ou ouverts au public où existe un risque potentiel d'atteinte à l'ordre public ». Qu'est-ce qu'un « risque potentiel » ? Faites confiance à la maréchaussée pour faire jouer son imagination au moment venu !

De tout ce qui précède, une constatation s'impose : le PS n'a rien à envier à la droite la plus réactionnaire sur ce terrain-là. En 1988, elle défilait contre Pasqua-Pandraud ; en 1991, elle applique avec zèle leur politique, celle du gros bâton. Seuls les naïfs avaient encore des illusions !

Sans aucun doute, il s'agit pour lui de ravir une frange de l'électorat FN, qui l'accuse de laxisme, et de satisfaire également une proportion importante de la filaille qui rêve d'en découdre avec les « étrangers ».

Cette circulaire enfonce le clou, elle leur permet d'intervenir partout pour rationaliser au maximum la chasse aux clandestins et constitue un appel discret à la délation (6). Il y a un an, le gouvernement libérait des fonds pour l'exécution des reconduites à la frontière ; désormais, les préfetures ont le devoir d'obtempérer.

Par contre, sans sombrer dans l'optimisme, deux points de cette circulaire nous offrent des perspectives. Marchand parle du « poids que cette mission représente » pour les flics ; cela veut dire qu'il y a un risque d'engorgement du système parce que l'argent manquera vite et que les flics auront du mal à y consacrer une part importante de leur temps. De même, Marchand souligne qu'il faut « éviter les incidents qui pourraient être provoqués par des interventions inopportunes » : toujours la peur des bavures ! Il est plus difficile d'expulser des clandestins connus par

des associations ou d'intervenir directement dans les quartiers chauds !

Tout est axé sur le visible : présence des flics, contrôle des papiers... En cela, cette circulaire prépare les prochaines échéances électorales où le débat sur l'immigration sera à nouveau central. L'objectif du gouvernement est de « parvenir à l'augmentation [...] du nombre des reconduites effectivement exécutées », pour opposer des chiffres aux discours lepénistes. Il ne nous reste plus qu'à gripper la machine...

Patsy (gr. Witkop de Nantes)

(1) Cela concerne les demandeurs d'asile déboutés qui réclament un réexamen de leur dossier.

(2) Ce fut le cas de trente d'entre eux dernière-ment.

(3) La meilleure défense quand on risque d'être expulsé est de ne pas pouvoir justifier son identité. Contre cela, la France a développé la prise des empreintes et leur informatisation à l'échelle européenne.

(4) Un Martiniquais démuné de sa carte d'identité se retrouva en centre de rétention et faillit être expulsé.

(5) « Le caractère d'étrangeté d'une personne ne saurait ainsi s'apprécier d'après la seule apparence physique » dit Marchand.

(6) Qui donnera lieu à une enquête de voisinage bien sûr !

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 28 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître. Le sommaire est le suivant : école autogérée de Bordeaux, IVG en danger, l'anarchisme comme alternative à la barbarie étatique et au chaos capitaliste, l'antimilitarisme et le pacifisme pour les lendemains de guerre, la presse « rampante »,... les Kurdes en France... Prix : 15 F. Tarifs d'abonnement : 90 F (port compris) et 165 F (abonnement militant). Il est vendu à Perpignan, dans les librairies suivantes : Infos, Torcat, Le Futur Antérieur, Librairie catalane. A Toulouse : Cercle Albert-Camus, 39, rue Peyrolières. Infos : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE
Le collectif libertaire « Les mauvais jours finiront » publie le n° 2 de son journal (du même nom). Sommaire : dossier sur les nationalités, NTM, bilan de la décennie Mitterrand... En vente, pour 10 F, à la librairie Tropic, rue Elise-Gervais, ou au local du collectif libertaire, 19, rue Michel-Servet, 42000 Saint-Etienne.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Salon du Bourget : Mort à Crédit I, Banlieues : le pavé dans la mare, Editorial, La banlieue nique la galère (com. FA).
PAGE 2 : La confirmation fasciste : le virage du Golfe.
PAGE 3 : Mort à crédit ! (suite de la « une »). Le pavé dans la mare (suite de la « une »). Vraies factures pour les semeurs de mort (communiqué FA).
PAGE 4 : Ethiopie : au bout du tunnel ? Nouvelles du mouvement anarchiste bulgare, Libérons les objecteurs de conscience grecs.
PAGE 5 : Algérie : la peste ou le choléra, Suisse : autour de l'objection.
PAGE 6 : Riposte au béton, Manœuvres immobilières rue du Département, Infos brèves.
PAGE 7 : « Le Tremblement de terre de Pékin », Forum « Femmes et Sociétés », « Le milieu de la nuit » (poésie), Vidéo : le TLP de Font et Val, Sélection R.-L.
PAGE 8 : Immigration : Marchand serre la vis, Infos FA.

Nos autocollants

Avant 1981 :
PAS DE SOCIALISME

De 1981 à 1991 :
TOUJOURS PAS DE SOCIALISME

Dès 1991 :
CONSTRUISONS LE SOCIALISME LIBERTAIRE

IL FAUT AGIR CHAQUE JOUR

FEDERATION ANARCHISTE
145 Rue Amelot, 75011 PARIS

Quatre nouveaux autocollants ont été édités par le groupe Poulaille de Saint-Denis. Prix : de 1 à 9 exemplaires mélangés... 1 F l'un ; de 10 à 49 ex. mélangés... 0,50 F l'un ; à partir de 50 ex. mélangés... 0,30 l'un. A commander à la librairie du Monde Libertaire (chèques à libeller à l'ordre de Publico).